



GUILLAUME CARBOU (Atécopol)

« L'ACTIVITÉ
SCIENTIFIQUE
PARTICIPE À LA
CATASTROPHE »

Guillaume Carbou fait partie d'un groupe de réflexion collective¹ regroupant des scientifiques qui vient de publier dans un quotidien national une « tribune » en commentaire aux rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, créé par l'ONU), intitulée « Face à l'urgence climatique ».

Revue Perspectives - Dans cette tribune « les scientifiques expriment leurs émotions ». Et cette position affirme rompre avec « la tradition » de neutralité des scientifiques considérée comme synonyme de leur crédibilité. Pourquoi cette démarche ?

Guillaume Carbou - Avant de parler de « tradition » de neutralité chez les scientifiques, il serait important de définir ce que l'on entend par neutralité. Dès que l'on fait ce travail, on s'aperçoit que le sujet est d'une complexité extrême. En fait, il y a des choix subjectifs à de nombreux moments de la démarche scientifique : au moment du choix du sujet de recherche (le pétrole ou le climat ?), au moment du choix des instruments d'analyse (des jumelles ou des puces RFID pour étudier les populations de cervidés ?), des cadres théoriques (neurosciences ou psychologie sociale ?), au moment de la communication des résultats (l'annonce de résultats scientifiques peut nourrir l'espoir ou le désespoir dans la population)...

¹ L'ATÉCOPOL - Atelier d'Écologie politique – créé à l'automne 2018 à Toulouse.

Bref, la « neutralité » n'est sans doute pas ce qui permet de définir l'activité scientifique ! Et c'est d'autant plus le cas que « la science » ne se fait pas hors du monde mais bien en prise avec le social, le politique, l'économique, le culturel... Par exemple, la science est évidemment pilotée par des intérêts économiques et politiques qui poussent, financièrement ou idéologiquement, à privilégier certaines recherches et pas d'autres.

Tout ceci ne signifie pas que la science est un discours comme les autres. Il y a d'excellents critères qui font la spécificité, et la fiabilité, des discours scientifiques (l'inscription dans une littérature théorique, la confrontation aux arguments rationnels des pairs, la nuance du propos, l'approche critique, la remise en cause et le doute permanents...). Mais la neutralité n'en fait sans doute pas partie ! On attend par ailleurs des scientifiques qu'ils soient honnêtes, qu'ils ne falsifient pas les résultats, qu'ils ne considèrent pas que les données qui les arrangent... Mais là encore, cela n'a rien à voir avec de la neutralité ; il s'agit de déontologie.

***Il n'y a pas de « neutralité »
Dans l'activité scientifique.
La science est politique !***

Mais l'affaire est plus compliquée que cela. Dans l'espace public, une forme de crédibilité, induite de mon point de vue, est accordée à l'apparence de neutralité du discours scientifique. Celle-ci est utilisée comme une sorte de bouclier contre les attaques de tous bords car l'accusation de « militantisme » ou de conflits d'intérêt sert à décrédibiliser la parole scientifique.

Au final, beaucoup de scientifiques jouent la « neutralité », c'est-à-dire qu'ils masquent les aspects intrinsèquement politiques de leurs travaux (ce qui n'est pas neutre du tout !) pour protéger leur crédibilité.

Ce faisant, ils jouent souvent le jeu du *business-as-usual* puisque chercher à éviter les vagues, c'est toujours s'allier avec le pouvoir. Là encore, on est bien loin de la neutralité.

Dans le même temps, et paradoxalement, les scientifiques ont toujours joué un rôle d'alerte face à différents dangers. C'est même en partie ce que la société attend d'eux : mettre leurs connaissances approfondies au service de la délibération démocratique éclairée. Encore

une fois, on voit combien l'idée de neutralité est faible pour caractériser l'activité scientifique.

C'est donc cet ensemble de constats qui motive notre démarche. Nous prétendons, avec beaucoup d'autres, rapatrier les valeurs au cœur de l'activité scientifique. Nous pensons en quelque sorte que l'objectivité se construit sur l'acceptation, l'explicitation, et le contrôle de la subjectivité.

Encore une fois, cela ne signifie pas que la science devient de la politique, mais que la science est politique, et que c'est le fait de ne pas l'admettre qui est en fait le vrai fossoyeur de la crédibilité scientifique.

L'ÉTAT DE LA PLANÈTE HEURTE VIOLEMMENT LES VALEURS HUMANISTES



Ne pas admettre, par exemple, que vous faites le jeu du réchauffement climatique quand vous choisissez de travailler sur des sujets dont vous savez pertinemment qu'ils servent à aller forer du pétrole de plus en plus profond ne fait pas beaucoup pour votre crédibilité. Pire, je vois mal comment les scientifiques peuvent encore être crédibles s'ils ne reconnaissent pas que l'activité scientifique, en elle-même, repose sur une tendance à l'accumulation infinie de connaissances, fondée sur un usage infiniment croissant d'énergie et de matériaux (pour voir plus loin, plus petit, plus vite...). Et que cela est loin d'être neutre du point de vue du climat.

© Marie Algrain

Pour revenir à notre tribune : est-il neutre de ne pas admettre que vous êtes terrifié par l'observation continue de la catastrophe écologique ? Les congrès de climatologues et d'écologues sont devenus des groupes de parole pour éco-anxieux. Feindre l'indifférence, c'est suggérer à la population que « le problème n'est pas si grave ». Cela est-il neutre ?

RP - *Votre prise de position est centrée sur « l'urgence climatique ». Est-il envisageable de convier les scientifiques d'autres domaines, d'ajouter cette dimension éthique ?*

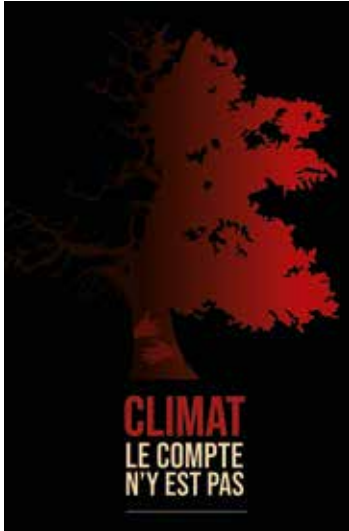
GC - Comme je viens de le dire, toute recherche a une dimension éthique, qu'elle soit assumée ou pas. Toute recherche répond à des intérêts, à des valeurs, serait-ce les plus prosaïques comme gagner son pain ou assouvir sa curiosité. Face au changement climatique, l'idée qui guide notre démarche est la suivante : l'état de la planète et ses conséquences vertigineuses sur le vivant – et donc l'humanité – heurtent violemment les valeurs humanistes (et même biocentriques) qui font figure d'universel dans nos sociétés.

Cela sonne pour nous comme un impératif éthique. En particulier lorsque notre travail de recherche consiste à documenter au jour le jour une catastrophe toujours plus sidérante, nous ne pouvons pas rester dans nos labos en simple témoins du désastre.

Par ailleurs, nous savons que la crise écologique est une crise globale, une crise de civilisation. Le terme « anthropocène » désigne aujourd'hui le fait que nous avons affaire à un modèle de société générale (économique, technique, culturelle) qui est insoutenable et qui détruit presque méthodiquement les conditions d'habitabilité de la planète.

De ce point de vue, les climatologues ne sont pas les seuls scientifiques à s'impliquer dans la réflexion ! Notre collectif, l'Atécolop, réunit des scientifiques de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales et des sciences de la nature. L'interdisciplinarité qui s'y déroule est absolument éclairante pour tout le monde. Les spécialistes de la Grèce antique, les linguistes ou les philosophes ont beaucoup de choses à dire sur l'anthropocène.

Cela étant, sans parler de disciplines en particulier, nous pensons que c'est notre statut de scientifiques en général qui nous engage à jouer un rôle dans l'espace public sur les questions écologiques. Notre savoir, en tant que scientifiques, nos compétences (capacité à



© Marie Algrain

lire des études complexes, à trier le bon grain de l'ivraie, à synthétiser des connaissances éparses, à prendre la parole en public, à mener des raisonnements construits, etc.), notre statut privilégié (libertés académiques, gestion relativement autonome de notre temps et de nos activités, emplois généralement peu précaires et sans pression hiérarchique, droit à une parole publique écoutée et respectée, etc.) font que nous avons un certain pouvoir politique, et ce pouvoir politique nous rend particulièrement responsables. Ne rien faire, continuer la recherche et l'enseignement *as usual* sur des thématiques qui ne servent en rien la question écologique, voire pire, qui, comme souvent, la desservent, est

problématique. Cela ne signifie pas que chacun doit consacrer sa vie à ce sujet, loin de là, car nous sommes des humains, pris dans des filets de contraintes sociales et culturelles qui font qu'il est normal d'adopter un certain nombre de pratiques « continuistes ». Cela dit, lorsque vous avez une position privilégiée, avec un accès aux connaissances et à la parole publique, ne pas s'engager du tout est un choix discutable, et nous le discutons !

RP - Les moteurs de la connaissance scientifique sont les fonds publics et les fonds privés qui obéissent à des choix soit de gouvernance, soit de perspectives de rentabilité. Ne craignez-vous pas que cette position « émotionnelle » puisse s'avérer parfois incompatible avec les objectifs de « ces donneurs d'ordre » ?

GC - Tout d'abord, on peut ajouter aux moteurs que vous citez le moteur idéologique, ou culturel pour employer un terme moins connoté. Il ne faut pas oublier que ce qui anime la recherche c'est aussi une certaine vision de la science, un appétit de connaissances particulier (et pas du tout universel), une certaine technophilie, une conviction dans le fait que « la science » permet de régler les problèmes de l'humanité.

Et plus pragmatiquement encore, la science réellement existante est souvent un lieu où les luttes d'ego et la bataille pour la reconnaissance jouent un rôle majeur dans les dynamiques du savoir. Certains cadres théoriques contestables peuvent en effet longtemps perdurer parce qu'ils ont fait la gloire et le pouvoir de mandarins qui les protègent contre tout esprit critique.

LA SCIENCE EST PILOTÉE PAR LES INTÉRÊTS DOMINANTS

Mais pour revenir à votre question, je ne pense pas que ce soit la position émotionnelle en elle-même qui puisse contrevenir aux objectifs des financeurs. Si vous promettez, larme de joie à l'œil, une découverte de rupture sur la fusion nucléaire, nul doute que les financeurs s'aligneront avec votre extase mystique !

Il ne faut pas se tromper de sujet : le pilotage de la recherche est effectué, sans surprise, par les intérêts dominants. Aujourd'hui, ceux-ci ne sont pas particulièrement écologistes. Le problème n'est donc pas l'émotion, mais l'orientation générale de notre société, et donc de la science qui en fait partie. Il va sans dire que des financements récurrents et non thématiques permettraient des recherches plus libres, et sans doute plus écologiques, et la critique de la science sur projet a largement été faite, mais le problème que nous pointons est plus général : avant de se poser la question du financement de la science, nous devrions nous poser celui de ses objectifs.

RP - La réflexion que vous menez pose la question du rapport entre connaissance scientifique et instances politiques. Et celle du rapport entre les apports de la science et le citoyen. Ce qui revient à se demander « quel progrès pour quel avenir de l'humanité ? ». Et quelles modalités de choix dans une perspective démocratique, non ?

GC - Vous touchez ici du doigt parfaitement le type de conclusions, ou du moins de réflexions, auxquelles nous arrivons. Face à la catastrophe écologique, nous nous posons la question suivante : quel rôle et quelle place pour les scientifiques ?

Notre constat est que l'activité scientifique participe à la catastrophe directement (elle est énergivore et gourmande en matériaux) et indirectement (elle est le support, par le transfert de technologies,

de la plupart des activités qui nous ont menés là où nous sommes : transport thermique, agriculture industrielle, gabegie numérique, etc.).

Bien sûr, la science moderne apporte également des choses positives ; il n'est donc pas question de jeter le bébé avec l'eau du bain mais de rompre avec les idées naïves de neutralité, de liberté, ou d'autonomie de l'activité scientifique.

***Poser la question
« la recherche, pour quoi faire ? »
est une véritable urgence
démocratique et écologique.***

Dès lors que l'on reconnaît le rôle de la science dans la catastrophe écologique et son imbrication avec les logiques structurelles de la société, se pose bien évidemment la question de son pilotage.

Sur ce plan, nous pensons effectivement qu'un pilotage démocratique serait préférable au pilotage politico-industriel actuel. On peut légitimement penser que les citoyens seraient plus enclins à promouvoir les recherches sur l'agroécologie que sur les nanomatériaux ou la conquête spatiale. Mais ce n'est pas évident. Nous pensons surtout qu'il est nécessaire de rompre avec l'idéologie moderne du « progrès ».

Pour prendre démocratiquement des décisions sages sur le pilotage des sciences, il ne faut pas se laisser aveugler par une foi aveugle dans le développement technologique. Car c'est bien ce que le « progrès » désigne aujourd'hui : non pas l'amélioration des conditions de vie humaine, mais un processus considéré comme quasi naturel où l'accroissement des connaissances théoriques et pratiques tous azimuts aboutirait nécessairement à des résultats positifs (quoi qu'en pensent les victimes d'Hiroshima, de Nagasaki et du réchauffement climatique). Tant que nous considérerons que tous nos problèmes peuvent être réglés par la technoscience et que mettre un frein à certains développements techniques équivaut à les abandonner tous, nous continuerons à avoir une révérence indue pour toute l'activité scientifique et à promouvoir des recherches non seulement inutiles mais objectivement destructrices.

C'est pourquoi poser publiquement la question « la recherche, pour quoi faire ? » nous paraît être une véritable urgence démocratique et écologique. ■